



# Analyse trimestrielle du secteur de la construction ICITC

Premier trimestre de 2023



Association Canadienne  
de la construction  
**Services axés sur les  
pratiques exemplaire**

# Analyse trimestrielle du secteur de la construction ICITC

Premier trimestre de 2023

## POINTS SAILLANTS :

- L'économie canadienne a enregistré une légère augmentation de 0,6 % de ses activités commerciales au cours du premier trimestre 2023.
- La construction a poursuivi sa croissance au premier trimestre de 2023. Le PIB de la construction a augmenté de 1 %.
- Le secteur de la construction a représenté 151 milliards de dollars, soit 7,4 %, du PIB du Canada, en 2022.
- Les graves pénuries de main-d'œuvre et l'inflation des matériaux de construction continuent peser sur les perspectives de croissance du secteur.

Le présent rapport a été préparé par l'Association canadienne de la construction (ACC) dans le but de fournir une vue d'ensemble de la santé économique actuelle et du dernier trimestre de l'industrie, ainsi que des répercussions sur les entreprises membres.

## Le secteur canadien de la construction ICITC se porte bien malgré le ralentissement général de l'économie

L'économie mondiale évolue lentement vers un retour à l'équilibre, mais la situation actuelle est encore loin d'être idéale. Les marchés sont encore en train de s'ajuster à des perturbations majeures, notamment les contrecoups de la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, lesquelles ont entraîné une instabilité des prix mondiaux de l'énergie. Les hausses des taux d'intérêt ont également exercé des pressions sur le système bancaire mondial. Les taux d'intérêt fixés par les banques centrales commencent à produire l'effet escompté sur la réduction de l'inflation, selon la plus récente Enquête sur les perspectives des entreprises pour le premier trimestre de 2023. Cette enquête souligne également que l'inflation et les graves pénuries de main-d'œuvre demeurent des préoccupations majeures pour la croissance des entreprises à l'échelle du Canada.

Bien que les activités commerciales canadiennes aient ralenti pendant deux trimestres consécutifs et stagné au cours du premier trimestre de 2023, la construction, à l'exclusion du secteur résidentiel, fait figure d'exception. Le secteur canadien de la construction a enregistré une hausse sur douze mois de 1,2 % en 2022, après une augmentation de 5,4 % en 2021. Les travaux de génie et autres activités de construction ont été le fer de lance de cette croissance, ayant enregistré une croissance de 10,3 %, tandis que la construction résidentielle a tempéré le taux de croissance de l'ensemble du secteur.

## Instantané de la performance du secteur au premier trimestre

### **Secteur de la construction industrielle, commerciale, institutionnelle et detravaux civils (ICITC)**

La croissance économique du Canada a connu un ralentissement pour le deuxième trimestre consécutif et est restée pratiquement inchangée au cours du premier trimestre de 2023. Le secteur de la construction a été une exception positive, affichant un taux de croissance de 0,81 %, soit sa première croissance positive depuis le premier trimestre de 2022. Alors que les activités de construction résidentielle se sont contractées de 2 %, les activités de construction non résidentielle ont contribué à compenser ce déclin en augmentant de 0,7 %. Plus important encore, les travaux de génie et autres activités de construction ont augmenté de 4,8 %, soulignant leur importance pour la santé globale de l'industrie en 2022 [\[Graphique 1 : PIB\]](#).

### **Investissements**

Les investissements dans la construction ICITC ont fait un bond au quatrième trimestre, augmentant de 1,75 % pour atteindre 37,4 milliards de dollars. Bien que la composante résidentielle multifamiliale ait baissé de 0,8 % pour atteindre 20,8 milliards de dollars, les investissements dans la construction non résidentielle ont augmenté pour le septième trimestre consécutif, affichant une hausse de 2,6 % pour atteindre 16,5 milliards de dollars, grâce à des gains dans toutes les composantes non résidentielles. La composante commerciale a atteint un nouveau record de 9,2 milliards de dollars, en hausse de 13,1 % par rapport à la même période en 2021. Les investissements dans la composante industrielle ont augmenté de 5,4 %, marquant des gains importants au cours de 2022. Les investissements dans la composante institutionnelle et gouvernementale ont augmenté de 1,2 % après s'être détériorés au cours des deux trimestres précédents, demeurant stagnants par rapport aux niveaux enregistrés en 2021 [\[Graphique 2 : investissements dans le secteur ICITC\]](#).

L'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations est un rapport annuel qui fait état des investissements dans les infrastructures au cours de chaque exercice financier. Le plus récent rapport comprend les données révisées de 2021, les données provisoires de 2022 et les données sur les intentions d'affectation de dépenses en infrastructures en 2023 [[Graphique 3 : dépenses en immobilisations et réparations](#)]. Le rapport laisse entendre que les entreprises et les gouvernements devraient investir 201 milliards de dollars dans la construction non résidentielle en 2023, reflétant une augmentation modeste de 3,8 % par rapport à 2022, comparativement aux deux années précédentes de forte croissance, soit de 12,6 % en 2022 et de 9,4 % en 2021. Alors que le secteur public a contribué à plus de la moitié de la croissance de 22,5 milliards de dollars en 2022, le secteur privé devrait être le moteur de la croissance en 2023, avec une augmentation de 4,5 % des investissements en immobilisations pour atteindre 108 milliards de dollars, tandis que le taux de dépenses en immobilisations du secteur public devrait ralentir pour passer à 3 % en 2023.

## Main-d'œuvre de l'industrie

Le premier trimestre de 2023 a été marqué par une augmentation de la population adulte totale disponible pour travailler dans les secteurs de la construction résidentielle et ICITC. Cette hausse a été caractérisée par des gains importants en janvier et février, ce qui a entraîné une augmentation trimestrielle de 2,2 %, soit l'entrée de 36 230 nouveaux travailleurs sur le marché du travail. Malgré cette augmentation du nombre de nouveaux travailleurs dans le secteur de la construction, et la plus forte main-d'œuvre jamais enregistrée, l'ajout de ces travailleurs n'a pas été suffisant pour combler l'écart étroit entre l'offre et la forte demande de main-d'œuvre.

Au cours de la même période, les données nationales de l'emploi ont continué d'augmenter. Des 36 230 nouveaux travailleurs, la construction a employé 23 460 nouveaux travailleurs au premier trimestre de 2023, soit une hausse trimestrielle de 1,49 %. Le Québec, la Colombie-Britannique et l'Ontario ont enregistré les plus fortes hausses au premier trimestre de 2023, employant respectivement 9 830, 8 130 et 7 830 nouveaux travailleurs de la construction. En revanche, l'Alberta et la Nouvelle-Écosse ont connu des baisses respectives de 3 500 et 1 100 travailleurs [[Graphique 4 : variation de l'emploi selon la province](#)]. Sur douze mois, l'emploi dans le secteur de la construction a augmenté de 8 %, ce qui correspond à 117 000 travailleurs de plus au quatrième trimestre de 2022 comparativement à la même période l'année précédente.

Le nombre élevé de postes vacants demeure un autre indicateur de la forte demande de travailleurs dans le secteur de la construction. En janvier 2023, la construction figurait au cinquième rang des postes vacants au Canada, avec 62 000 postes à combler [[Graphique 5 : postes vacants](#)]. À l'échelle nationale, cela signifie qu'il y a environ 1,2 poste vacant par chômeur dans le secteur de la construction.

Le nombre élevé de postes vacants et le faible nombre de chômeurs dans un marché du travail serré indiquent que la demande de travailleurs dans le secteur demeure importante. Parallèlement, l'offre actuelle de travailleurs n'a pas été en mesure de répondre aux besoins du marché, ce qui souligne le besoin urgent de prendre des mesures pour cibler les travailleurs qualifiés pouvant combler les postes vacants.

## **Inflation des matériaux**

Bien que les pressions sur la chaîne d'approvisionnement aient continué de s'atténuer au cours du premier trimestre de 2023, comme le montre l'Indice de pression de la chaîne d'approvisionnement mondial (Global Supply Chain Pressure Index ou GSCPI) [\[Graphique 6 : GSCPI\]](#), la demande de certains biens de consommation a continué d'exercer une pression à la hausse sur le prix de certains produits.

L'Indice des prix des produits industriels (IPPI), qui mesure la variation moyenne des prix des principaux produits utilisés dans la production, a connu une légère hausse au quatrième trimestre (+1 %) qui a été annulée par une baisse similaire au premier trimestre de 2023 (-1 %) [\[Graphique 7 : variations trimestrielles de l'IPPI\]](#). L'IPPI a subi une augmentation importante en octobre (+2,3 %), annulant les baisses enregistrées en novembre, décembre et février. En 2022, l'IPPI a affiché une augmentation générale de 12,8 %, un ralentissement par rapport au taux record de 14 % atteint en 2021.

## **Composantes importantes pour la construction incluses dans l'IPPI**

Le prix des produits du bois d'œuvre au premier trimestre a continué de baisser sensiblement. Ce groupe a enregistré une baisse trimestrielle de 8 % de ses prix, en raison des diminutions importantes du prix du bois d'œuvre résineux (-16 %). Sur douze mois, la contraction de la demande de logements aux États-Unis, due à la hausse des taux d'intérêt, a contribué à réduire la demande de bois d'œuvre canadien, ce qui a entraîné une baisse de 3 % des prix de ce groupe au cours de 2022. Cette baisse survient après une année 2021 exceptionnelle, au cours de laquelle le prix des produits du bois d'œuvre a connu une augmentation imposante de 40 %.

Le groupe des produits énergétiques a diminué d'environ 12 % au premier trimestre de 2023, principalement en raison d'une baisse de 21 % des prix du carburant diesel et de 20 % des prix du mazout léger et lourd. L'essence à moteur a également connu une baisse de 4,6 %. Sur douze mois, le groupe des produits énergétiques a grimpé de façon continue de 50 %, avec des augmentations similaires pour chaque produit du groupe. Cette augmentation marquée est attribuable à plusieurs facteurs, notamment la demande actuelle de produits énergétiques et l'évolution de l'offre mondiale de produits énergétiques causée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie au début de 2022.

Le groupe des produits de métaux ferreux (fer) a poursuivi son déclin, enregistrant sa troisième baisse trimestrielle consécutive, sous l'effet de baisses importantes des produits en fer laminé à chaud au premier trimestre de 2023. Après avoir enregistré une hausse importante de 43 % du prix de ce groupe en 2021, la croissance des prix a ralenti pour passer à 6,2 % en 2022 grâce aux baisses des prix du fer laminé à chaud et des tuyaux en fer et en acier. Les prix ont ralenti en raison d'une faible demande mondiale pour ces produits, principalement due à une baisse de la demande des secteurs sensibles aux taux d'intérêt tels que les secteurs de l'automobile et de la construction, en particulier dans les pays qui stimulent le prix de l'acier, comme la Chine.

Les pressions inflationnistes et le marché du travail serré sont reflétées dans l'Indice des prix de la construction de bâtiments (IPCB), qui a enregistré un deuxième ralentissement consécutif de la croissance des prix de la construction de bâtiments dans le secteur non résidentiel au quatrième trimestre de 2022 [[Graphique 8 : IPCB](#)]. Alors que la pression sur les chaînes d'approvisionnement s'atténue et que l'inflation diminue lentement après le sommet de 6,8 % atteint en novembre, la croissance des prix de construction de bâtiments a légèrement augmenté de 1,5 % au quatrième trimestre de 2022, soit moins de la moitié de l'augmentation de 4 % enregistrée au deuxième trimestre de 2022. Les coûts de toutes les composantes de la construction non résidentielle ont diminué. Au cours des trois dernières années, les coûts cumulés de la construction de bâtiments attribuables aux chocs d'offre ont fait en sorte que les prix de construction de bâtiments non résidentiels sont restés 24,6 % plus élevés à la fin de 2022 par rapport à leurs niveaux de 2019.

## Perspectives pour l'industrie

Les permis de bâtir à l'échelle du Canada ont augmenté au quatrième trimestre de 2022, avec une hausse de 2 % des intentions de construction dans le secteur non résidentiel par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une forte reprise de la construction industrielle, qui a connu une hausse de 23,8 % (2,7 milliards de dollars), et à une légère augmentation de la construction commerciale, qui a progressé de 1 % (5,9 milliards de dollars). Les permis de bâtir pour les bâtiments institutionnels ont reculé de 12,8 % (2,4 milliards de dollars) au quatrième trimestre, après les investissements les plus élevés enregistrés pour cette composante au premier trimestre de 2022 [[Graphique 9 : permis de bâtir](#)]. La hausse des intentions de construction est un signe positif pour le secteur ICITC, indiquant une croissance potentielle dans les prochains mois.

[L'Enquête canadienne sur la situation des entreprises, deuxième trimestre de 2023](#) brosse un portrait de la situation des entreprises et des attentes des propriétaires pour le deuxième trimestre de 2023. Parmi les obstacles à la croissance mentionnés par les entreprises, les plus

importants demeurent l'inflation et les pénuries de main-d'œuvre [\[Table 1: Enquête\]](#). Bien que le secteur continue de faire face à divers défis, environ 75 % des entreprises de construction estiment que leurs activités s'amélioreront ou resteront les mêmes au cours du prochain trimestre, soit une augmentation de 5 % par rapport au dernier trimestre. Dix-sept pour cent des répondants prévoient d'augmenter leur nombre d'employés, soit une augmentation de 6,6 % par rapport à l'enquête précédente, tandis que la demande et les ventes de leurs services devraient rester inchangées.

Les attentes du secteur de la construction ICITC pour le deuxième trimestre de 2023 sont demeurées positives malgré le marché du travail restreint et le resserrement des conditions financières. Les engagements en matière d'investissements déjà pris par le secteur public et les investissements attendus du secteur privé en 2023 continueront à stimuler la croissance de l'industrie. En outre, les pressions inflationnistes à moyen et long terme s'atténuent. Toutefois, les taux d'intérêt élevés et les pénuries de main-d'œuvre sont des défis qui continueront à peser sur la croissance de l'industrie. Ces défis devraient persister tout au long de 2023. Dans l'ensemble, le secteur ICITC demeure résilient. Grâce à des investissements continus, le secteur ICITC sera en mesure de relever ces défis et de continuer à contribuer à la croissance économique du Canada.

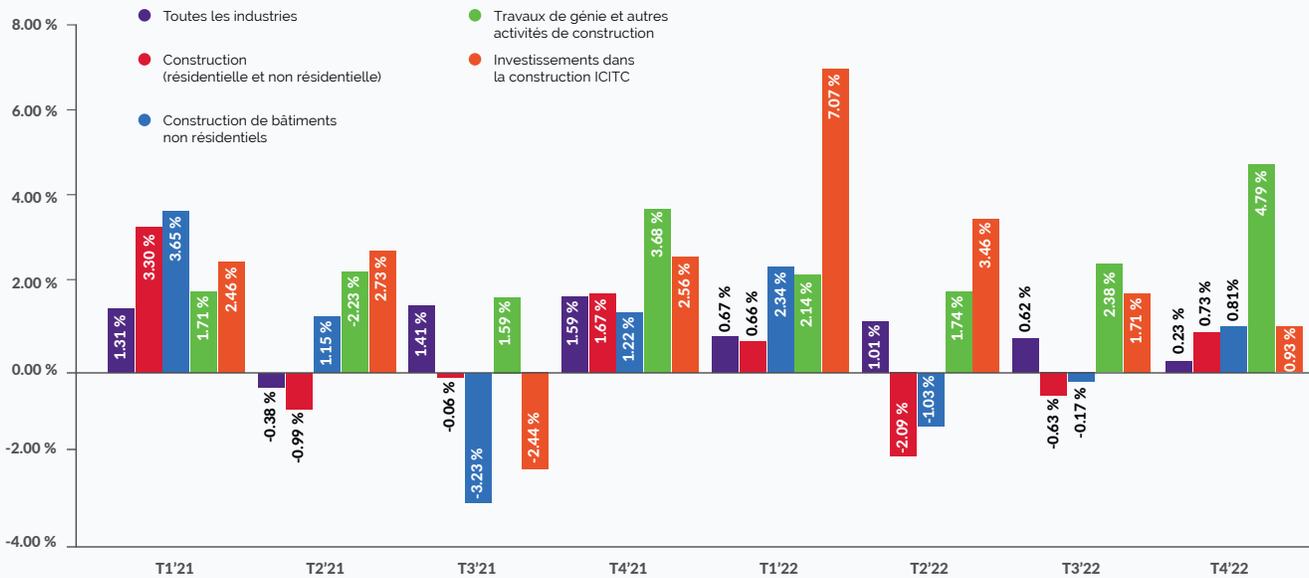
Les changements macroéconomiques importants que l'industrie doit continuer à surveiller en 2023 sont les suivants :

- **Inflation et taux d'intérêt** : Alors que l'inflation diminue lentement, la Banque du Canada continue de maintenir son taux d'intérêt directeur. Les effets négatifs des hausses de taux d'intérêt sur l'économie ont déjà commencé à se concrétiser.
- **Pénuries de main-d'œuvre** : Le marché du travail reste serré. Les plans visant à attirer, former et retenir des travailleurs qualifiés dans la construction demeureront une priorité pour l'industrie.
- **Resserrement des marchés financiers et du crédit** : Les entreprises ont commencé à faire état de problèmes liés à l'obtention de financement, au coût des assurances et aux fluctuations de la demande des consommateurs pour leurs services.

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport ou sur les efforts déployés actuellement par l'ACC pour donner suite à ces enjeux, veuillez envoyer un courriel au gestionnaire adjoint, Élaboration de politiques et économie à l'ACC, Mario Baker [mbaker@cca-acc.com](mailto:mbaker@cca-acc.com).

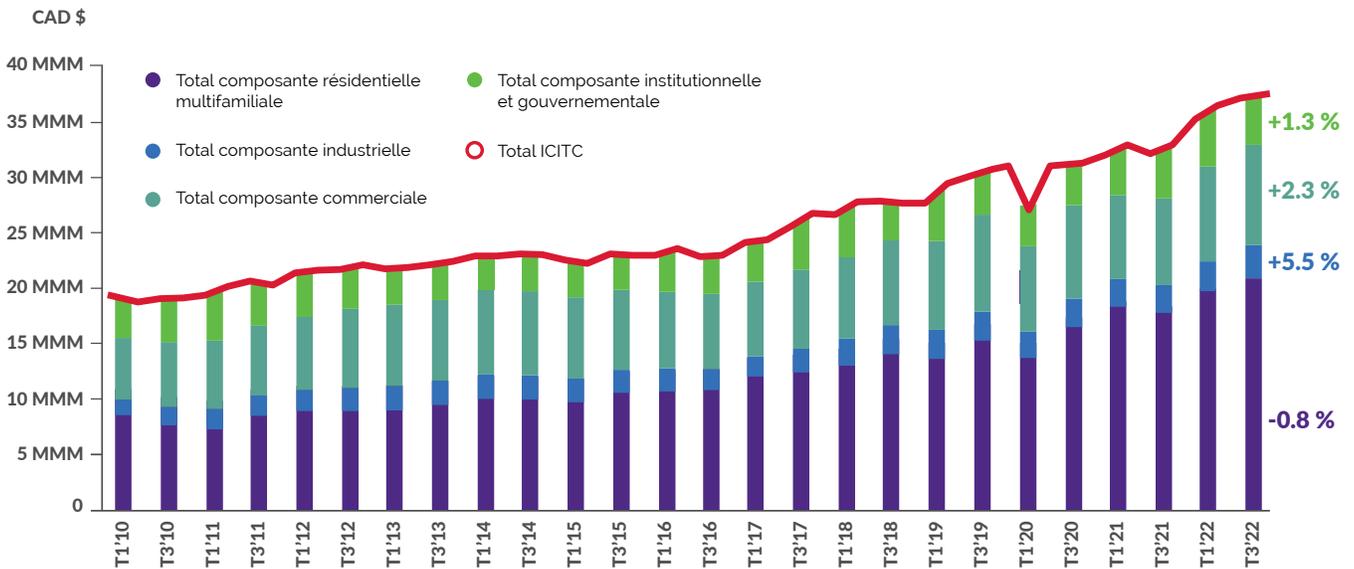
GRAPHIQUE 1

## Croissance du PIB réel de la construction et croissance des investissements dans la construction non résidentielle



GRAPHIQUE 2

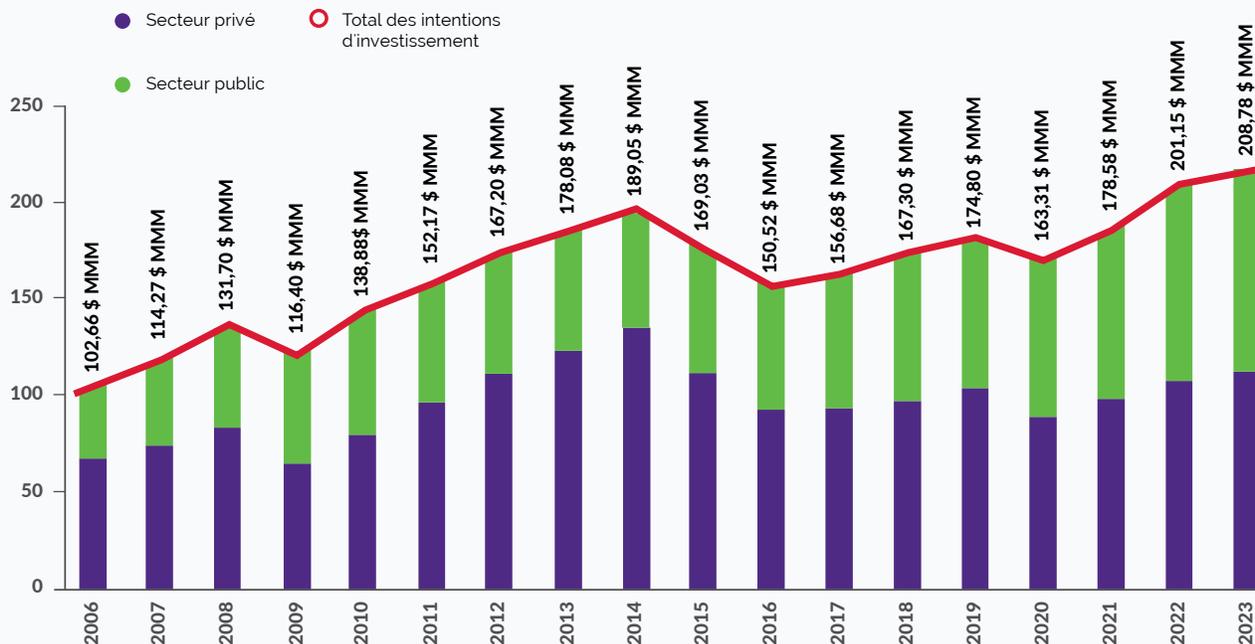
## Augmentation des investissements trimestriels dans la construction ICITC, stimulée par les investissements dans la composante industrielle



GRAPHIQUE 3

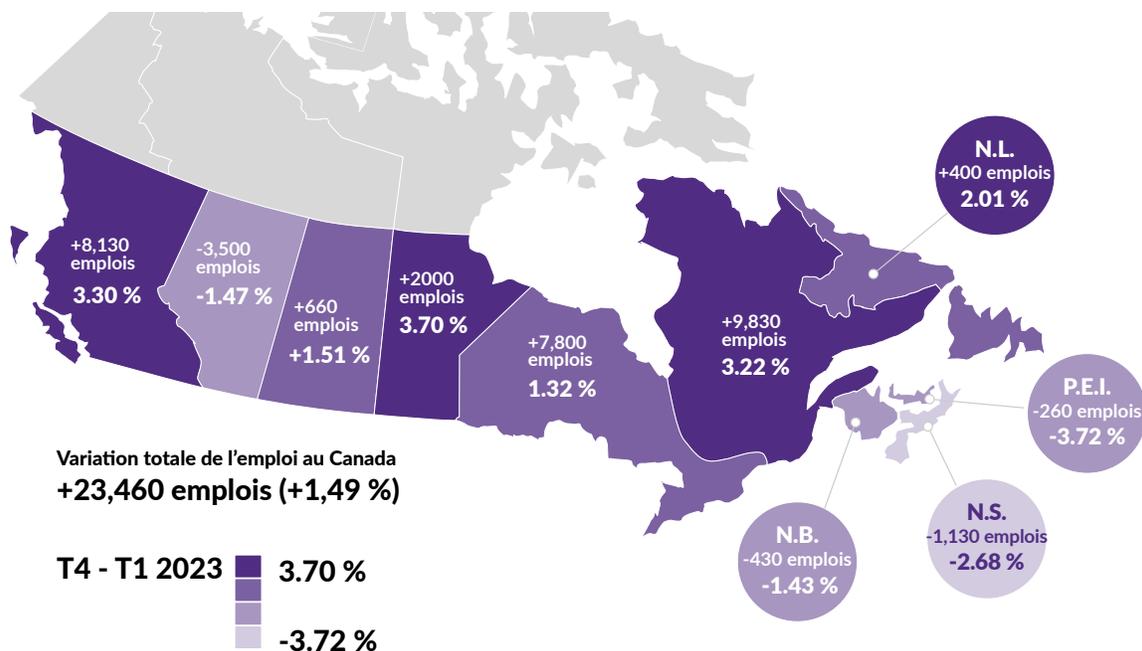
## Augmentation des investissements annuels dans la construction non résidentielle pour une troisième année consécutive

Dépenses en immobilisations de la construction non résidentielle et intentions d'investissement

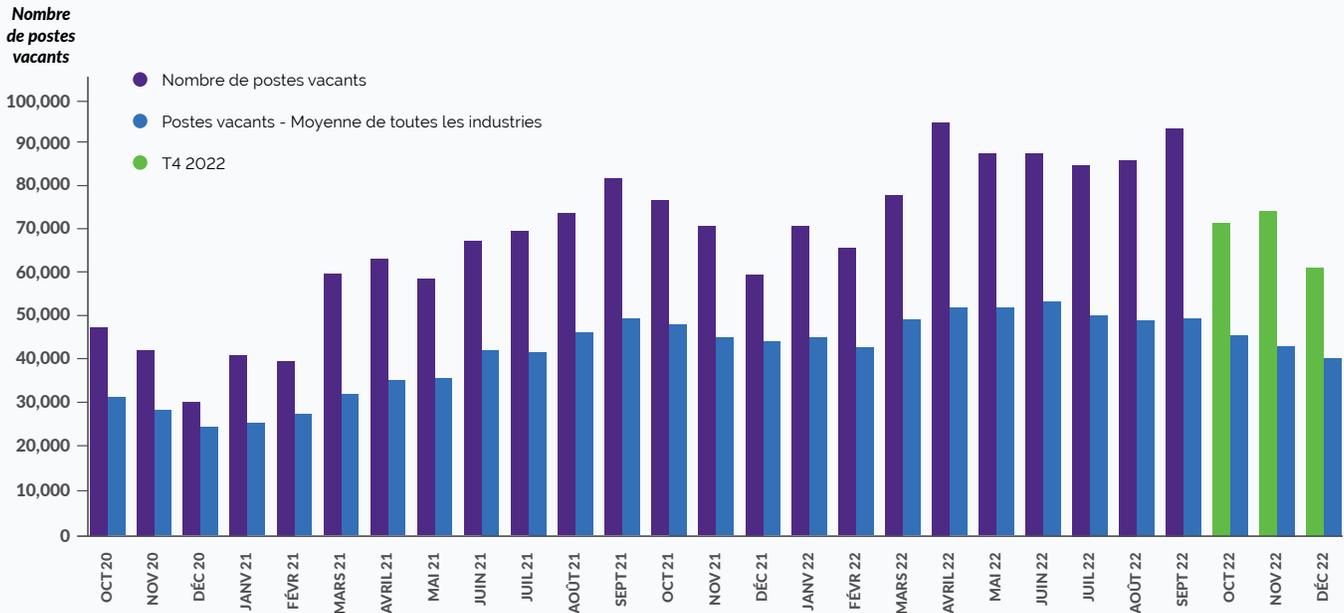


GRAPHIQUE 4

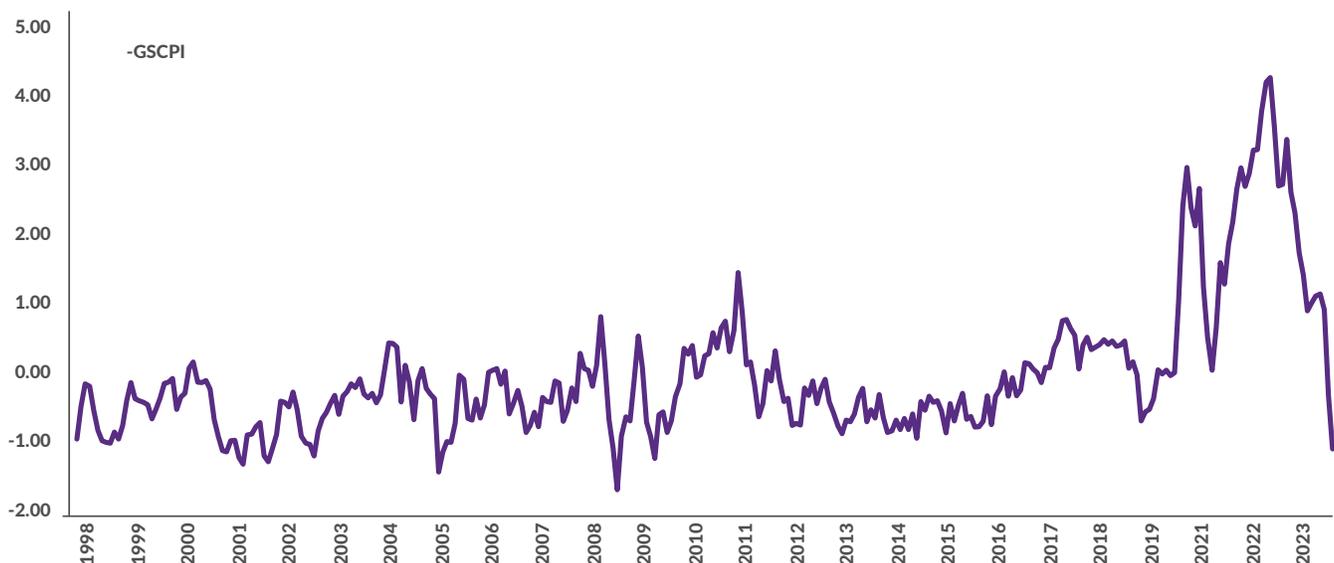
## Variation trimestrielle de l'emploi dans les activités de construction T4 - T1 2023



## GRAPHIQUE 5 Postes vacants dans le secteur de la construction



## GRAPHIQUE 6 Indice de pression de la chaîne d'approvisionnement mondiale - New York Federal Reserve 1998 - 2023

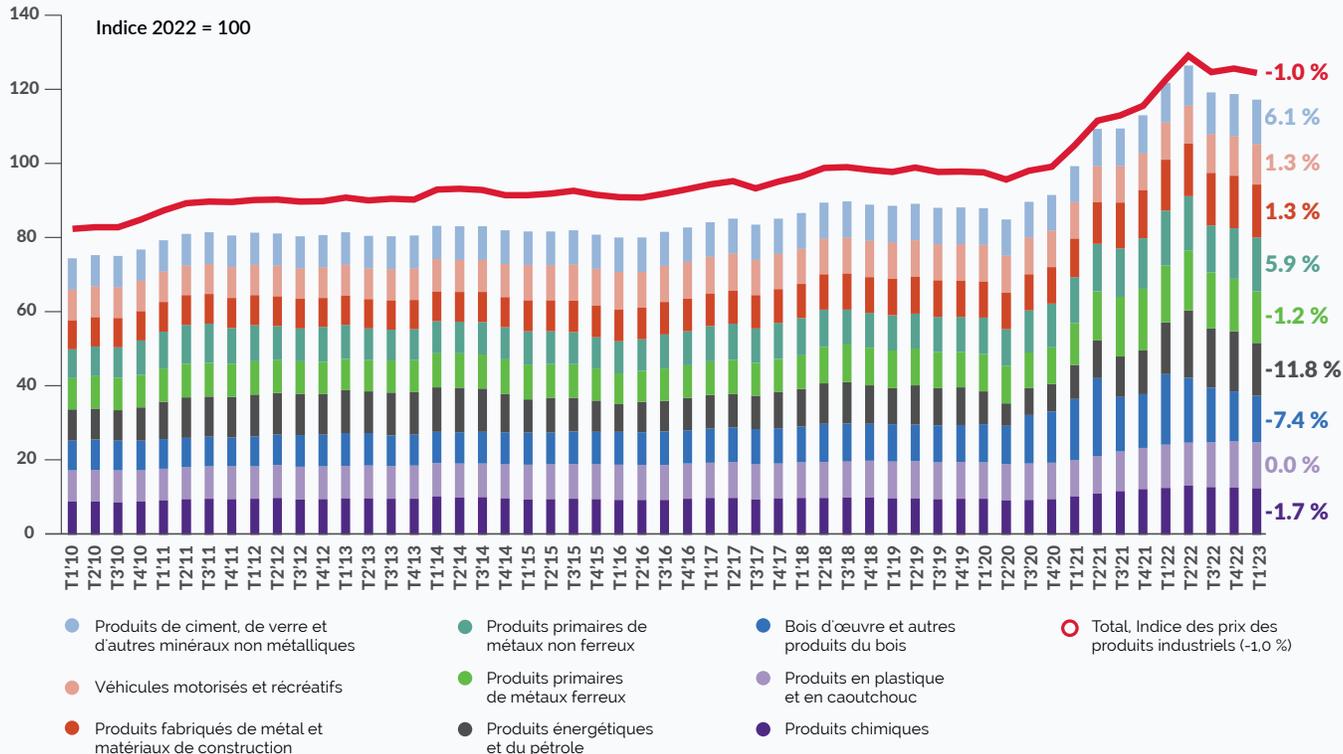


Source : Statistique Canada, ACC

### GRAPHIQUE 7

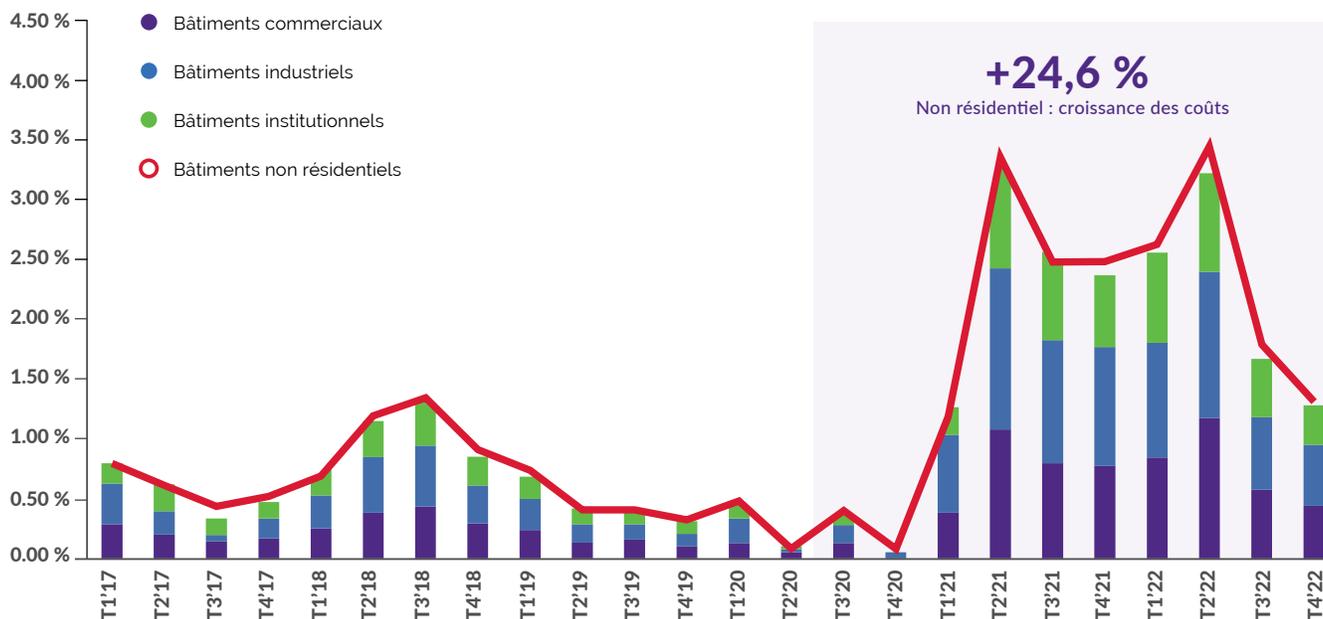
## Variations trimestrielles de l'Indice des prix des produits industriels

Hausse totale de l'indice T1 2020 - T4 2022



### GRAPHIQUE 8

## Croissance trimestrielle de l'inflation - Indice des prix de la construction de bâtiments



GRAPHIQUE 9

# Nombre trimestriel de permis de bâtir du secteur ICITC

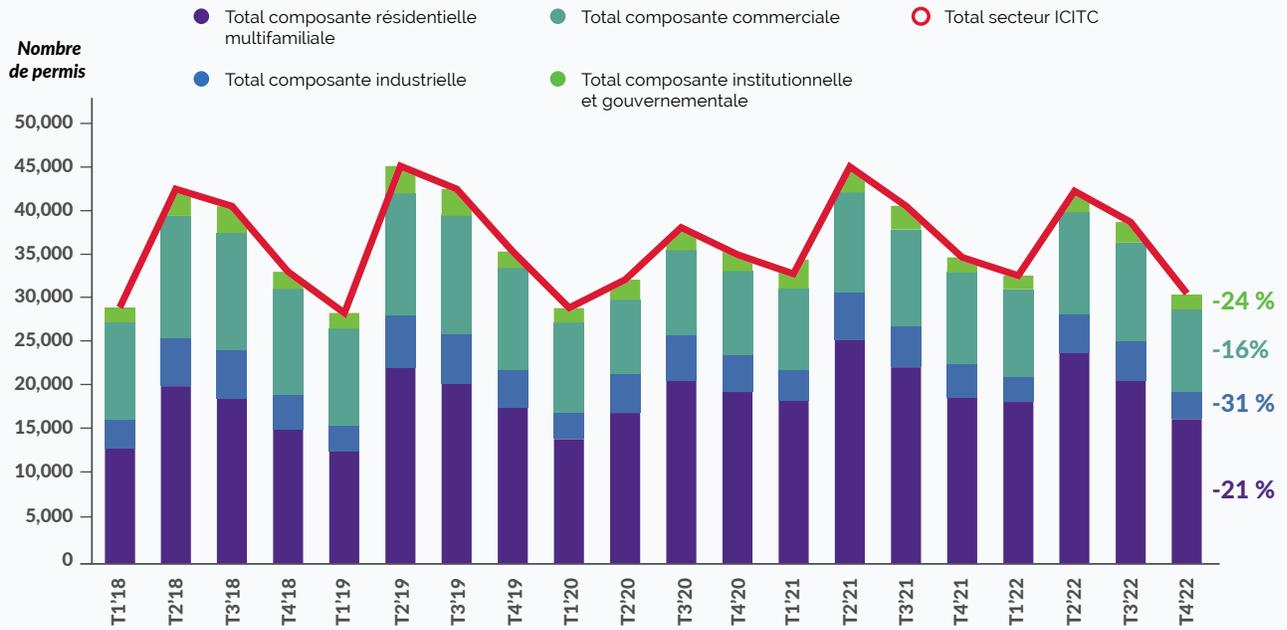


TABLE: ENQUÊTE

## Enquête sur les obstacles à surmonter par les entreprises au T2 2023

GÉOGRAPHIE	CA	NL	PEI	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures provenant du Canada	36.7 %	34.3 %	22.5 %	43.7 %	32.1 %	18.2 %	30.2 %	25.1 %	37.4 %	41 %	69.2 %	42.1 %	37.1 %	39.8 %
Difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures en provenance de l'étranger	10.2 %	11.5 %	0.6 %	19.1 %	4.2 %	6.9 %	6.2 %	6.9 %	10.1 %	21.8 %	13.9 %	8.8 %	18 %	0 %
Augmentation du coût des intrants	55.5 %	48.4 %	48.3 %	45.8 %	42.6 %	47.9 %	50.4 %	48.2 %	78.2 %	64.3 %	68.3 %	50.7 %	37.8 %	19.6 %
Coûts liés au transport	47.7 %	63.3 %	48 %	56.4 %	53.6 %	40.6 %	50.4 %	32.4 %	59.6 %	55.7 %	42.4 %	50.9 %	40.8 %	43 %
Fluctuations de la demande des consommateurs	22.4 %	23.6 %	9.7 %	22.1 %	28.5 %	14.2 %	22.1 %	24 %	27.3 %	21.5 %	31.6 %	26.1 %	17 %	0 %
Demande insuffisante pour les biens ou les services offerts	13 %	18.2 %	7.3 %	9.1 %	9.5 %	12 %	15.4 %	21.1 %	13.9 %	6.4 %	13.3 %	13.3 %	4.3 %	2.6 %
Obtention de financement	13 %	18.1 %	23.3 %	12.7 %	7.3 %	6.2 %	9.5 %	2.2 %	11.7 %	18.1 %	25.6 %	16.8 %	14.6 %	7.2 %
Coût des assurances	43.1 %	50.9 %	39.7 %	34.2 %	45.7 %	36.7 %	47.2 %	16.6 %	41.1 %	55.4 %	38 %	44.1 %	35.2 %	34.6 %
Recrutement d'employés qualifiés	43 %	26 %	53.3 %	47.2 %	46.4 %	42.2 %	46.8 %	26.5 %	45.8 %	25.6 %	51.1 %	44 %	60.8 %	34.5 %
Maintien en poste des employés qualifiés	26.5 %	22.8 %	30.8 %	33.9 %	32.6 %	31.6 %	23.1 %	22.6 %	24.2 %	22.9 %	30 %	34 %	34.2 %	45.7 %
Pénurie de main-d'œuvre	26.5 %	17.1 %	32.7 %	49.8 %	42.8 %	38.9 %	33.6 %	29.2 %	44.7 %	31.1 %	55.8 %	58.7 %	57 %	44.7 %